

La concentration va se poursuivre (dans la cuisine)

Pour l'instant, la cuisine a obéi à une loi d'airain de l'économie. Plus un marché grandit, plus l'activité se concentre entre les mains de quelques entreprises.

Le développement durable ne remet-il pas en cause cette évolution ?



qui lui coûte au moins 60 millions d'euros tandis que le *groupe Fournier* a investi 75 millions d'euros durant la dernière période dans de nouvelles capacités de production et l'amélioration de sa flexibilité. Il est vrai que pour la *Salm* et le *groupe Fournier*, l'horizon concurrentiel est avant tout européen. Et à ce niveau, ces derniers, bien que placés dans les dix premiers groupes du continent, paraissent presque petits en comparaison de géants comme le Suédois *Nobia* (1,4 milliard d'euros) ou les Allemands *Nobilis* (706,5 millions) et *Alno* (602 millions d'euros). Ce phénomène industriel concerne plus encore l'amont, des fournisseurs de panneaux aux spécialistes des ferrures d'ameublement. Par exemple, il ne reste plus que trois groupes dominants dans le secteur des ferrures d'ameublement : *Würth-Grass*, *Blum* et *Hettich*. Capitalistique, la concentration industrielle présente aussi un aspect géographique. Les plus grosses parts de la production européenne se situent dans le nord-ouest de l'Allemagne (Westphalie), avec des usines géantes, ainsi que dans le nord-est de l'Italie (Vénétie-Frioul et Marches) où règnent inversement une kyrielle de moyens et petits fabricants autour de rares "grands" (*Scavolini*, *Veneta Cucine*).

À l'instar de l'industrie, le monde de la distribution passe à son tour sous les fourches caudines du toujours plus grand. En France, les réseaux de la *Salm* (*Cuisines Schmidt* et *Cuisinella*) et du groupe *Fournier* (*Mobalpa*, *Pérène*, *SOcoo'*) occupent les premières places. Et l'on voit les grands leaders étrangers accaparer des parts de marché en investissant des réseaux. *Nobia* a repris *Hygena France*, il y a quelques années, au groupe britannique *MFI*. Et en juin dernier, *Nobilis* est entré à hauteur de 30% dans le capital de *FDB*, le groupe de distribution de *Snaihero* composé de *Cuisines Plus*, *Ixina* et *Cuisines Référence*. Dans la grande distribution, la concentration fonctionne presque à l'unique profit d'une seule enseigne, *Ikea*, dont les concurrents restent loin derrière. Mais le géant suédois ne va pas rester isolé encore longtemps. Des intervenants comme *But* et *Darty*, tous deux faisant partie du groupe européen *Kesa*, ou des enseignes du bricolage comme *Leroy Merlin* et *Castorama* vont encore alourdir dans un proche

La loi de la concentration est établie depuis le XIX^e siècle. Elle prévoit que plus un marché se développe, plus la masse de capital nécessaire à une entreprise, pour qu'elle s'y maintienne ou s'y établisse, devient importante. Dans le mobilier de cuisine, cette règle ne fait pas défaut. Aujourd'hui, en France, deux fabricants, la *Salm* (environ 300 millions d'euros en 2009) et le *groupe Fournier* (202 millions d'euros, la même année), réalisent peu ou prou la moitié d'une production nationale de meubles de cuisine représentant environ 900 millions d'euros. Et tous deux investissent des dizaines de millions d'euros chaque année pour maintenir et accroître la distance avec les rivaux. La *Société alsacienne du Meuble* a ainsi inauguré une nouvelle usine à Sélestat

avenir le poids de la grande distribution sur le marché. Ils captent des parts de marchés à des concurrents directs, notamment ceux qui doivent renouveler leurs formules comme *Conforama* ou *Lapeyre*, mais aussi aux petits réseaux et aux magasins indépendants.

Rien ne ralentit la marche vers le gigantisme dans l'industrie comme dans la distribution. Comment dès lors douter de la poursuite d'un phénomène si inéluctable ? Peut-être en introduisant une variable nouvelle : la question environnementale. Ce thème est devenu une affaire sociétale et politique. Il interpelle toutes les entreprises, y compris celles qui œuvrent dans le mobilier de cuisine. Comme dans toutes les branches de l'industrie et du commerce, la concentration du secteur cuisine a un impact environnemental à cause de la disjonction croissante des lieux de production et de consommation plus diffuses. Et il y a fort à parier que le problème va s'accroître si les pôles Allemagne et Italie se renforcent alors que la population européenne s'accroît principalement en France et en Grande-Bretagne. La question de la sous-traitance est également en cause. Est-il encore tenable de continuer ces mouvements de va-et-vient qui voit des portes fabriquées en Italie être fixées en Allemagne sur des meubles qui vont être vendus en France. Avec un peu de chance, le bois de la porte proviendra d'une forêt française, mais il pourra tout aussi bien avoir été coupé en Amérique du Nord, voire avoir fait un petit tour par la Chine. En tout une cuisine dont les divers composants auront suivi de tels cheminements représentera un poids respectable en CO₂. Les choses auront d'ailleurs été aggravées par le processus de "juste à temps" qui fait qu'une bonne partie des productions se promène sur les autoroutes européennes que l'on pourrait qualifier de zones de stockage dynamiques (et chaotiques). Le prix encore assez bas du pétrole permet l'existence de ce système, mais les effets sur l'environnement et sur le climat sont catastrophiques.

Peut-on alors envisager dans un tel cadre l'*écoconception* de cuisines, un thème qui devient à la mode ? Cela paraît peu raisonnable. Certes des progrès importants ont été déjà effectués dans le choix de composants moins polluants (vernis aqueux, panneaux E1, etc.) et dans la protection de l'environnement direct des usines (lutte contre les COV, etc.). Mais de telles cuisines *écoconçues* ne vaudront guère mieux en bilan carbone que ces tomates *bio* qui parcourent des milliers de kilomètres dans des camions avant de parvenir dans un magasin qui se dit *écocoreponsible*.

Ces contradictions impliquent-elles de revenir à de petites structures de fabrication locales ? C'est l'une des théories favorites de certains intégristes verts (*). Pas forcément car comment pourraient-elles trouver toutes les fournitures dans une aire restreinte. Déjà au Néolithique, il arrivait que l'on fasse venir de très loin des produits rares. Plus tard, la Grèce faisait venir de l'étain de (Grande-)Bretagne et Rome importait son blé

d'Égypte. Et cela avec un impact environnemental nul. Plutôt que de verser dans ce "small is beautiful" très idéologique, on pourrait plutôt imaginer des fabricants qui, au lieu de beaucoup sous-traiter, regrouperaient sur un même lieu un maximum de savoir-faire, réduisant la part de la sous-traitance, et donc du transport. Cette tendance – jusqu'alors jugée anti-économique – semble d'ailleurs s'amorcer chez les fabricants français qui intègrent un nombre croissant de métiers.

La question de l'éloignement des lieux de production est également de plus en plus souvent mise sur le tapis. Pourquoi faire parcourir à des camions plus de 1 000 km quand on peut fabriquer les mêmes produits plus près ? Elle pourrait remettre en question la logique de concentration européenne sur les plans géographiques et capitalistiques.

Une autre forme de concentration fait l'objet de critiques toujours plus acerbes : les zones commerciales. Elles représentent aujourd'hui la plus grosse partie des ventes de cuisines en dehors du haut de gamme. Or, elles se trouvent non seulement loin des lieux d'habitation rendant le déplacement en voiture obligatoire, mais également coupées d'une possibilité de livraison par un moyen de transport alternatif comme le chemin de fer (**). Ces zones sont aussi vertement critiquées pour leur impact esthétique négatif, au point que des mesures coercitives commencent à être prises contre "l'anarchie urbaine". Sur ce point, l'un des plus mauvais exemples environnementaux du secteur équipement de l'habitat/cuisine est offert par *Ikea* (qui pourtant se présente comme un parangon de vertu en la matière). Ces magasins fuient systématiquement les zones de transport en commun et créent un appel d'air (ou plutôt de CO₂ et autres polluants) en créant un important flux de circulation vers leurs immenses parking (les bouchons du dimanche à Parinor sont réputés). Une telle situation est-elle raisonnable ? Des magasins plus proches des consommateurs ne sont-ils pas souhaitables, même s'ils frustreraient ceux qui meublent leurs dimanches après-midi de cette façon.

À l'heure du développement durable, un thème transpolitique admis par presque tous (***), rien ne plaide en faveur de la concentration, en tout cas dans ses formes actuelles. Jusqu'à preuve du contraire...

Éric Chevalier

* : Attention il y a pire ! Un adepte de la décroissance déclarera que de toute façon, il n'y a pas besoin de cuisines aménagées.

** : fret auquel hélas croit de moins en moins la SNCF qui a, par exemple, récemment rendu impossible l'acheminement d'une partie de la production de la Salm par ce biais.

*** : sauf à l'extrême-droite et chez les apôtres jusqu'au-boutistes de la décroissance.